

Paris et Berlin affichent leur unité dans la tourmente

Nicolas Sarkozy et Angela Merkel devaient réclamer à la Grèce, lors d'une visioconférence, la poursuite de ses efforts d'assainissement

Surtout, ne pas parler des banques. C'est le choix qui a été fait mardi 13 septembre par le président français Nicolas Sarkozy et la chancelière allemande Angela Merkel, à la veille de la dégradation d'un cran de la note de la Société générale et du Crédit agricole par l'agence Moody's et le maintien de la notation de BNP Paribas.

Pourtant, un communiqué rappelant le soutien indéfectible des deux gouvernements à leurs institutions financières ainsi que la volonté de mettre en œuvre le plan de sauvetage de la Grèce du 21 juillet était bel et bien en préparation. Mais, explique-t-on à l'Élysée, il a été jugé inutile de « tirer une cartouche » qui pourra un jour être précieuse : mardi après-midi, les marchés ont commencé à se calmer, lorsqu'ont été annoncées des mesures de redressement par la Société générale ainsi qu'une visioconférence de Mme Merkel et M. Sarkozy avec le premier ministre grec. Mercredi, l'Élysée était au fond soulagé que la dégradation de la note des banques soit enfin intervenue et tablait sur un apaisement des marchés.

L'étape suivante était la visioconférence qui devait se tenir dans l'après-midi. Elle vise à rappeler l'engagement des trois pays à tenir l'accord du 21 juillet. L'idée est de mettre la pression sur Athènes pour qu'il mette en œuvre ses mesures de redressement, tandis que Paris et Berlin doivent ratifier

la création du fonds européen de stabilité financière (FESF). Celui-ci pourra prendre le relais de la banque centrale européenne (BCE) pour racheter la dette des États et des banques attaquées, à partir de la mi-octobre, une fois obtenu l'aval de la Slovaquie, dernier pays à ratifier l'accord du 21 avril.

La chancelière allemande subit la fronde d'une frange de son parti, l'union chrétienne-démocrate, et de ses alliés bavarois et libéraux

D'ici là, il faut continuer de dissiper les doutes sur la volonté allemande, alors que l'économiste en chef de la BCE, Jürgen Stark a démissionné en raison de son opposition au rachat de dette souveraine par son institution.

Certains responsables politiques en Allemagne ont mis la pression sur la Grèce, en évoquant sa possible faillite ou sortie de la zone euro. Il s'agit de contraindre la Grèce à mettre à profit la semaine qui lui reste avant le retour de la troïka – les émissaires de la Commission européenne, du Fonds monétaire international et de la BCE – à Athènes. Mais il existe aus-

si un doute sur la volonté de l'Allemagne de sauver à tout prix la Grèce. Mardi, M^{me} Merkel a tenté de calmer le jeu en déclarant que tout était fait pour empêcher une faillite d'Athènes. « La priorité absolue est d'éviter un défaut de paiement incontrôlé, parce que cela ne toucherait pas seulement la Grèce, et parce que le risque est très élevé que cela nous affecte tous, ou du moins beaucoup d'autres pays », a-t-elle déclaré mardi, ajoutant : « Certains croient qu'avec des mots percutants comme "eurobonds" ou "défaut de paiement" on va résoudre les problèmes, mais cela ne se passera pas comme ça. »

La chancelière allemande subit la fronde d'une frange de son parti, l'union chrétienne-démocrate (CDU) de ses alliés bavarois (CSU) et libéraux (FDP). Beaucoup jugent que la Grèce, qui n'aurait pas dû entrer dans l'euro, doit en sortir, d'autres considèrent que la BCE s'est transformée en « bad bank », en rachetant la dette des pays en difficulté, et qu'elle a affaibli l'euro, ce que conteste son président Jean-Claude Trichet.

Au sein du gouvernement, les voix sont dissonantes. Le ministre libéral (FDP) de l'économie Philipp Rösler a déclaré lundi 12 septembre au quotidien *Die Welt* que « pour stabiliser l'euro, il ne doit plus y avoir à court terme d'interdiction de penser à certaines options », dont celle d'une « insolvabilité ordonnée ». Selon l'hebdo-



La chancelière allemande Angela Merkel et Nicolas Sarkozy, le 16 août à l'Élysée. MICHEL EULER/AP

madaire *Der Spiegel*, le ministère des finances aurait même élaboré deux scénarios : l'un dans lequel la Grèce conserverait l'euro, l'autre où elle réintroduirait la drachme.

D'un autre côté, le débat sur un saut fédéral est animé outre-Rhin, par les Verts, le Parti social-démocrate et certains vétérans de la CDU de l'ère de Helmut Kohl.

Pour l'eurodéputé (EE-LV) français Pascal Canfin, « les gouvernements devraient plancher sur un véritable programme de désendettement de la Grèce plutôt que sur une sortie de l'euro, en effaçant dans un premier temps 50 % de la dette grecque ».

Une telle mesure, qui soulagerait la situation budgétaire de la Grèce, nécessiterait parallèlement un effort supplémentaire de provisionnement du risque grec par les banques. A Paris, les responsables

se divisent sur le taux de provisionnement nécessaire, 21 % comme l'ont fait la BNP et la Société générale en suivant des directives internationales, 40 % comme l'a décidé Axa. Le gouvernement français met la pression sur les banques afin qu'elles renforcent leur situation financière : « Elles doivent faire leur "homework" », assène l'Élysée, qui espère qu'il n'aura pas à intervenir. « Il n'y a pas besoin de rappeler notre soutien aux banques », tranche un conseiller de l'Élysée, qui assure que leur liquidité est assurée – par la BCE – et leur solvabilité par leur capitalisation. Tant que les épargnants ne retirent pas leurs avoirs, les banques ne sont pas menacées. L'exécutif niait mardi tout plan de nationalisation des établissements financiers. « Triple non », a répondu un haut responsable à Bercy.

Toutefois, l'État est prêt à agir en cas de défaillance de marché, comme ce fut le cas à l'automne 2008, c'est-à-dire si une banque connaissant des difficultés telles qu'elle menacerait l'économie française. « Il n'y a pas besoin de scénario. Techniquement, l'instrument existe, c'est la société de prise de participation de l'État », explique un responsable de l'exécutif. Le plan d'aide aux banques « est une option on l'a testée en 2008, mais on voudrait l'éviter », indique un proche du gouvernement. Dans ce cas, à la différence de 2008, le gouvernement français est bien décidé à en tirer le maximum de bénéfice en s'octroyant une clause de retour à meilleure fortune pour bénéficier du rebond des actions des banques.

Arnaud Leparmentier et Cécile Prudhomme